

ZEP-ISQ : lancement du pôle-projets "éducation-socialisation" 40 partenaires se penchent sur l'éducation

I.S.Q Pour la première fois, 40 partenaires venus de plusieurs horizons de l'action sociale et éducative se sont réunis le 10 octobre dernier à la Salle Saint-Bruno pour réfléchir aux questions d'éducation et de socialisation. Une démarche qui ne pouvait être que conjointe entre la ZEP 6 et l'Interservices de Quartier.

Nés l'un comme l'autre dans le cadre de la politique de la ville, la ZEP et l'ISQ partent tous les deux d'une démarche partenariale : la nécessité, face à un problème, de réunir tous les acteurs concernés.

En matière d'éducation, les deux démarches semblaient pouvoir se rejoindre et s'articuler. C'est chose faite avec la mise en place du pôle-projets "éducation-socialisation" qui se place délibérément dans le cadre du Contrat de Ville à Paris et de ses thèmes prioritaires : la "jeunesse", l'"intégration des populations migrantes" et la "prévention de la

délinquance".

Coordonné par M. Battistella, Responsable de la ZEP, avec l'appui de la Salle Saint-Bruno, ce pôle s'est d'ores et déjà scindé en trois groupes de travail, qui correspondent aux préoccupations les plus aiguës exprimées par les différents acteurs : les rapports entre les parents et l'école, entre l'école et le périscolaire, les enfants en échec, en danger et les situations de réussite.

Selon une méthode qui a fait ses preuves, ces trois commissions devront définir rapidement un calendrier, un état des lieux, une méthode, des objectifs clairs à leur travail et des premiers projets.

Gageons que ce nouveau pôle-projets, dont les résultats seront présentés au Conseil de Zone, au groupe de suivi de l'ISQ, en Commission Locale de Concertation, permettra de mobiliser tous les partenaires concernés par les questions d'éducation.

interviews :

M. Lhermitte, Directeur de Cavé

"s'ouvrir aux parents"

• Qu'attendez-vous du pôle-projet qui se met en place ?

• Le plus important, c'est l'ouverture de l'école sur les parents, pour la réussite des enfants. Aujourd'hui, ils ne sont pas encore assez impliqués, il est difficile de les voir. Des démarches ont déjà été faites par le biais d'associations de quartier. Elles ont apporté beaucoup de choses. Il faut continuer. Ce que je souhaite, c'est que les parents participent, pas forcément en aidant à faire les devoirs, mais au moins en étant au courant de comment marche l'école.

L'idée d'un lieu d'accueil pour les parents me plaît bien, celle des parents-relais aussi, le but étant d'arriver au bout de la chaîne à voir des réunions de parents plus fréquentées.

P. Bernard, Référent DSU DASCO

"travailler tous dans le même sens"

• Qu'attendez-vous du pôle-projet qui se met en place ?

• Ce que je souhaite, c'est la mise en place d'un véritable projet interpartenarial éducatif. Il faut que tous les gens qui sont sur le terrain - enseignants, personnels de service, médecins, assistantes sociales, animateurs... - arrivent à travailler dans le même sens. On fait tous partie de la vie de l'enfant ; il y a une continuité dans la journée, dans la semaine, dans la vie d'un enfant. On doit donc travailler en complémentarité.

L'objectif final, c'est bien-sûr de favoriser la réussite scolaire. Et ce travail qui est un travail de prévention commence dès la maternelle : il vaut mieux ne pas donner d'allumettes que d'éteindre un feu.

Sommaire

- Education : 40 partenaires réunis à la SSB p1
- interviews : M. Brahim et P. Bernard p1
- Jean-Charles Dupuis, mode d'emploi p2
- les nouveautés de l'Espace Documentaire p2
- les lectures de la SSB p3
- la page des partenaires p4
- le RMI, comment ça marche ? p4

Les infos de la Salle

■ Convention

La Salle Saint-Bruno tiendra son prochain Conseil d'Administration le 30 octobre prochain. Un seul sujet à l'ordre du jour : le projet de convention qui pourrait lier l'association, la Préfecture et la Mairie de Paris et qui sera examiné au Conseil de Paris du mois de décembre. L'intérêt d'une telle convention est d'inscrire et de pérenniser les actions de l'association et leur financement. Le détail du projet dans un de nos prochains numéros.

■ Label rouge

Comme dans 51 autres sites en France, la Salle Saint-Bruno - notamment pour les activités de l'Interservices de Quartier - vient de se faire labelliser par la Délégation Interministérielle à la Ville (DIV) "plate-forme de services publics". Cette appellation, issue des mesures prises dans le cadre du pacte de relance pour la Ville, caractérise et soutient les actions visant à faciliter l'accueil et les démarches des usagers dans les quartiers prioritaires.

A quoi sert le Développeur de l'emploi ? Jean-Charles Dupuis, mode d'emploi

I.S.Q. Embauché depuis le 1er septembre pour le volet emploi de l'Interservices de Quartier, Jean-Charles Dupuis prend peu à peu ses marques en même temps que sa mission se précise. Il a

A quoi il sert

- Il concrétise les pistes d'emplois de service révélées par l'étude du cabinet Bernard Brunhes Consultants
- Il explore de nouveaux créneaux.
- Il aide des porteurs de projets à s'appuyer sur le réseau des différents partenaires en matière d'emploi : partenaires institutionnels (Conseil Régional, D.D.T.E, Direction de l'Action Économique - Ville de Paris...), partenaires accueillant des demandeurs d'emploi (ANPE, Mission Locale, club de prévention) et autres porteurs de projets.
- il prospecte de nouveaux partenaires (SNCF, fondations par exemple).
- C'est pour chacun de ces partenaires un "homme-ressource" sur les questions d'emploi, grâce à ses connaissances des dispositifs.
- Il veille à la mise en place de véritables parcours d'insertion pour relier les questions d'emploi à d'autres thèmes : santé, formation, logement.

A quoi il ne sert pas

- ce n'est pas un guichet d'accueil direct des demandeurs d'emploi
- ce n'est pas non plus un lieu où les différentes structures du quartier peuvent orienter des demandeurs d'emploi sans en avoir discuté au préalable.
- Ce n'est pas un lieu de conseil pour tous les créateurs d'entreprise.
- Il ne se substitue ni aux agents ANPE, ni aux conseillers de la Mission Locale, ni aux référents sociaux RMI.
- Il ne finance pas les projets.

Les nouveautés de l'Espace Documentaire

• **La ballade des sans-papiers** : Depuis l'occupation de l'église Saint-Ambroise jusqu'à l'évacuation de Saint-Bernard, "La Télé de la Rue", sorte de chaîne de télé diffusée par K7 vidéo et produite par "L'Yeux ouverts/Agence IM'Média", a filmé le plus médiatisé des mouvements de sans-papiers. "La ballade des sans papiers" est un document qui permet d'approcher de plus près ces hommes et ces femmes, notamment à partir de nombreux témoignages. Ce film de 90 minutes réalisé par Samir Abdallah et Raffaele Ventura est disponible à l'Espace Documentaire.

• **L'or de la Goutte** : En 1994, une équipe de reportage s'installait à la Goutte d'Or. De ce tournage est sorti un film, "Pour tout l'or d'une goutte", disponible depuis plusieurs mois à l'Espace Doc. En octobre, France 3 a diffusé une version concentrée du film (20 minutes) dans son émission "Saga-Cités". Cette version est désormais visible.

• **Semez, semez...** : C'est suffisamment rare pour être souligné : un des étudiants fréquentant l'Espace Documentaire est revenu pour faire don de son travail terminé. Il s'agit d'un mémoire réalisé dans le cadre d'un atelier de DEA, intitulé "Le quartier de la Goutte d'Or, regard sur un village dans Paris", réalisé par Mahfoud Kerkouche. Un travail à base de photos et de textes.

• **En vrac** : Font également leur entrée dans les armoires le compte-rendu de la Commission Locale de Concertation du 4 juin dernier, des documents sur la concertation organisée sur Château-Rouge en 1994, au moment des études de la SEMAVIP et le dernier catalogue des actions d'alphabétisation et de formation pour les femmes de la Goutte d'Or, réalisé par l'ISQ.

Les infos des secteurs

■ **pour un peu, elle parlerait**
Ça y est, la nouvelle photocopieuse de la SSB est arrivée. Elle est rapide, intelligente et - on espère pour longtemps - fiable. Un vrai bonheur !

■ **c'est le pompon !**
Le matelot Romain Vallos a rejoint l'équipe de la Salle Saint-Bruno pour effectuer son service-ville. On lui souhaite de ne pas avoir le mal de mer. Vincent Mermet - l'ex - est quant à lui sur le départ. On le pleure déjà.

■ **révision déchirante**
Pour la première fois depuis 2 ans, la Salle Saint-Bruno a revu - en général à la hausse - ses tarifs pour la mise à disposition de salles. Renseignez-vous.

■ **n'oubliez pas le guide**
La journée de présentation-visite du quartier n'a pu toucher tous les partenaires intéressés. Vous souhaiteriez pouvoir en bénéficier ? Contactez l'Observatoire. Une nouvelle séance sera organisée quand une quinzaine de personnes se seront signalées.

■ **Hollywood**
A l'occasion d'un tournage dans le quartier, la Salle Saint-Bruno a eu l'honneur d'accueillir dans ses locaux transformés en loges, Claude Brasseur.

Sur l'agenda de la SSB

■ **Les réunions**

- mercredi 30 octobre, 19h : Conseil d'Administration de la Salle Saint-Bruno
- ISQ, vendredi 8 novembre, 9h30 : projet coordination enfance
- ZEP/ISQ, commissions de travail le 12 et 21 nov. à 12h.

■ **Les formations**

- vendredi 15 novembre, 9h30 : pratiques culturelles, module "Adolescence et immigration".
- vendredi 29 novembre, 9h30 : pratiques culturelles, module "Rites d'initiation".

les lectures de la Salle St-Bruno

la Goutte d'Or dans la presse

- **mauvaise passe** : Par charité, on épargnera au lecteur la liste des revers essuyés par l'équipe des Enfants de la Goutte d'Or. La dernière en date mérite toutefois d'être citée : 6-3 contre Villemomble le 13 octobre dernier en coupe de Seine Saint-Denis.
- **Lady héroïne** : *Le Parisien* (18 octobre) fait état du procès qui s'est tenu à Créteil à propos d'une affaire de trafic de drogue, dont la plaque tournante était un café de la rue Myrha.

Paris et le 18ème dans la presse

- **seul au monde** : *Le Parisien* (4 octobre) rapporte une polémique née dans la cité Charles Hermitte (Porte d'Aubervilliers), site DSU, à propos du projet de création d'un couloir de bus dans le cadre du projet d'aménagement de l'OPAC. Selon les commerçants, ce projet risque d'enclaver encore davantage le quartier.
- **le temps des affaires** : Le prix moyen du m² à l'achat est encore en baisse dans Paris depuis un an, selon la Chambre des notaires de Paris (*Libération*, 16 octobre). Dans le 18ème, le prix moyen pour un appartement ancien vendu libre au 2ème trimestre 96 est de 11959 Francs, soit une baisse de 8,5%.
- **La fin du petit commerce** : Avec 50 000 emplois perdus depuis 4 ans, le petit commerce traverse une crise profonde à Paris (*Le Monde*, 16 octobre). Les deux principales causes sont le développement des grandes enseignes et la concentration du commerce autour de quelques grands axes.
- **PML** : *Libération* (15 octobre) fait état d'une note confidentielle du premier adjoint au Maire de Paris, Jacques Dominati, qui se prononce pour une application plus large de la loi PML (Paris-Marseille-Lyon), qui se traduirait par un transfert de crédits plus large aux mairies d'arrondissements.

la sélection de la presse

- **des nouvelles des sans-papiers** : Plusieurs articles (dont *Le Parisien*, 28 septembre) nous signalent que les "sans-papiers de Saint-Bernard" ont emménagé dans un immeuble propriété des syndicats de la BNP, 32, rue du Faubourg Poissonnière.
- **après Pasqua, Debré** : Le gouvernement envisage d'apporter quelques correctifs aux lois Pasqua (*Libération*, 9 octobre). L'avant-projet propose notamment de faciliter la régularisation d'étrangers résidant en France depuis plus de 15 ans, des parents d'enfants français, et sous conditions, des parents d'enfants vivant en France depuis l'âge de 10 ans ou moins.
- **avant-projet prévoit également de durcir les conditions d'établissement de certificats d'hébergement, d'allonger le délai de rétention administrative et de permettre la fouille de véhicules près des frontières.**
- **travail illégal** : Un projet de loi du gouvernement prévoit de renforcer la lutte contre le travail clandestin (*Libération*, 16 octobre). Il prévoit particulièrement la facilitation des investigations des inspecteurs du travail et accroît les sanctions pour les contrevenants. Par ailleurs, les statistiques montrent qu'un travailleur clandestin sur dix seulement est en situation irrégulière de séjour.

dossier de presse

l'avant-projet de loi contre l'exclusion

Après plusieurs mois de préparation, le gouvernement a présenté à la fin du mois de septembre un avant-projet de loi d'orientation sur "le renforcement de la cohésion sociale" (*Le Monde*, 1er octobre). Economies budgétaires obligent, cet avant-projet est moins ambitieux qu'initialement prévu. Examiné dans un premier temps par le Conseil Economique et Social, il s'oriente autour de plusieurs axes :

- l'emploi tout d'abord : il s'agit de transformer un certain nombre d'allocations "passives" en rémunérations d'activités d'intérêt général, avec la création du Contrat d'Initiative Locale, dont la rémunération sera en partie prise en charge par l'Etat.
- le logement ensuite : deux points sont essentiellement retenus : le développement et la facilitation des réquisitions, un toilettage du dispositif d'attribution des logements HLM (avec l'accroissement des pouvoirs du préfet) et l'amélioration des dispositions prévenant les expulsions locatives, avec notamment la généralisation des chartes de prévention des expulsions.
- Enfin, un Observatoire de la pauvreté et de l'exclusion sociale, sera créé afin de rassembler, d'analyser et de diffuser les données.

le kiosque des revues

la presse locale

• **Alter Ego**, journal d'Ego : hommage à Henri Coindé, dossier sur l'exclusion avec un article sur STEP et sur Saint-Bernard et toujours paroles libres, poèmes...

• **Le 18ème du mois** d'octobre : le vin de Montmartre vient d'être récolté, démolitions autour du collège Boinod, remous autour des squats de mal-logés, le théâtre des Abbesses

Dans les revues

• **Ensembles, la lettre de la DIV** consacre son dossier aux "plates-formes de services publics", label accordé à des structures dont la mission est d'"assurer et valoriser une meilleure égalité d'accès aux services publics sur toutes les parties du territoire". A noter aussi le supplément consacré à l'actualité du Pacte de relance pour la Ville.

• **Dans les ASH** : Le numéro du 4 octobre consacre un dossier à la participation des habitants aux projets urbains. Une participation perçue comme de plus en plus nécessaire par les institutionnels, mais qui demande moyens et savoir-faire : il faut en effet dépasser le stade des réunions alibis qui ne servent qu'à avaliser formellement une décision et savoir interpréter le désir réel d'habitants, parfois différent de ce qui est dans un premier temps exprimé.

dans la rubrique "comment ça marche ?"

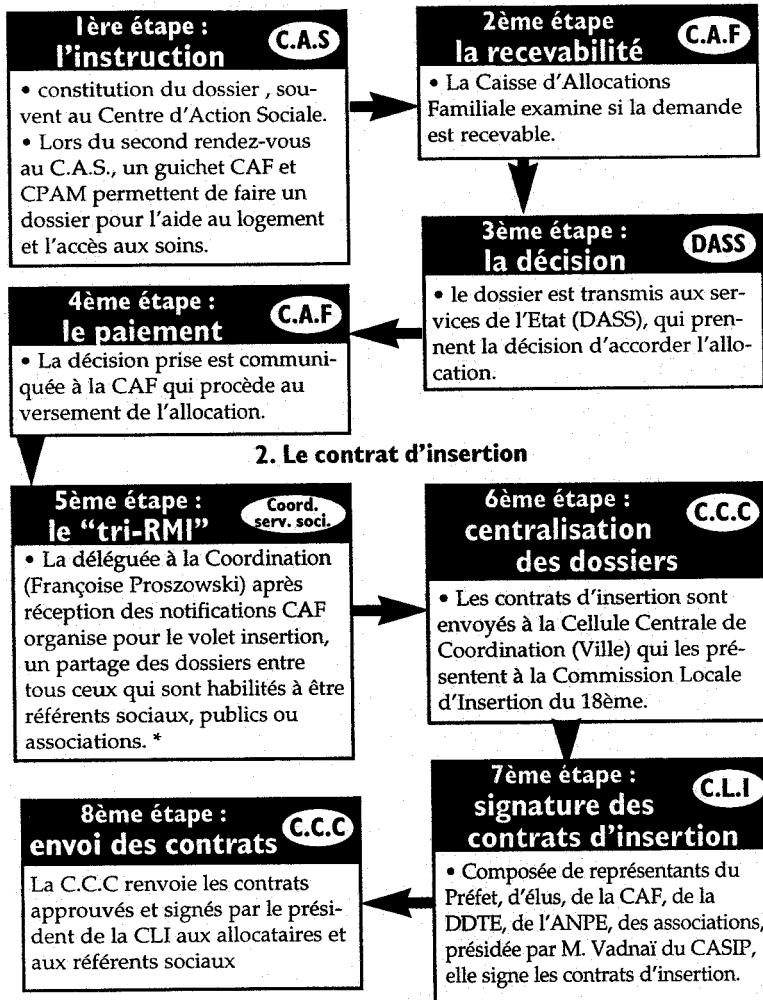
L'odyssée du RMI

A la Goutte d'Or, on compte environ 1500 allocataires du RMI, dont près de 1000 ayant un référent social. Avant la prochaine rencontre de la Salle Saint-Bruno consacrée à ce thème, parcours dans les arcanes d'un dispositif pour le moins complexe.

1. L'obtention de l'allocation

* Les organismes référents RMI :
Publics : ANPE, DASES-SSP, CAS, Groupe I (groupe Insertion), CAPI (cellule d'appui pour l'insertion), Carrefour Cadres (Ville de Paris)
Assos : SIS (Soutien Insertion Santé) ASS-FAM, CPCV, CASIP (Comité d'Action Sociale Israélite de Paris), Parcours, JCLT (Jeunes, Culture, Loisirs, Technique), Petits Frères des Pauvres, La Croix Saint-Simon, Lafayette Accueil, Aide au choix de vie.

Comment devient-on association conventionnée ?
Une convention est signée dans le cadre du Plan Départemental d'Insertion qui détermine pour chaque association, le public visé et le nombre de dossiers pris en charge.



portrait :

Vesna Spasovski (APSGO), le quartier aide le quartier

Vesna Spasovski est ce qu'on appelle une enfant de la Goutte d'Or. Née à l'hôpital Lariboisière il y a 24 ans, elle a grandi rue Léon, a été à l'école rue Cavé et au Collège Clemenceau. Une véritable "histoire d'amour" dit-elle en riant avec ce quartier dont elle aime par dessus tout l'ambiance : "il n'y a pas beaucoup de quartiers où quand on a un coup de blues, on descend dans la rue et on rencontre forcément quelqu'un". Un quartier qui ne l'a pas empêché d'aller à la fac, un quartier surtout pour lequel elle a décidé un peu par hasard de s'impliquer, un beau jour de 1990. Avec un groupe de copains, elle participe à la naissance de l'APSGO (promotion scolaire à la Goutte d'Or), histoire de montrer qu' "on n'est pas des assistés" et surtout d'essayer de modifier l'image de l'école auprès de leurs petits frères et petites sœurs. Vesna, permanente depuis un an de l'association déteste qu'on fasse de la Goutte d'Or un ghetto : "ceux qui s'y sentent enfermés, ils sont enfermés partout ; c'est dans leur tête qu'il sont enfermés". Elle se démène pour que ceux qui ont goûté à l'APSGO dès le biberon (ou presque) prennent aujourd'hui le relais, et surtout pour que les jeunes de ce quartier soient autonomes et puissent construire leur propre projet.

infos des partenaires

■ Ils s'en vont, ils arrivent

- Au Centre social Laghoutat, Guy Maurice arrive et prend la direction du centre.
- A ADOS, Geneviève Arri quitte la direction de l'association. C'est l'occasion de saluer ici son dynamisme dans les relations partenariales. Heureusement, elle ne quitte pas complètement le quartier. Son petit Dorian est à la crèche de la rue Affre. On s'en réjouit à la Salle Saint-Bruno.
- A l'ASSFAM, Madame Moussi, référente RMI, s'en va.
- A l'Education Nationale, Madame Jolivet, Conseillère Pédagogique partante, est remplacée par Madame Passerieux.
- A l'hôpital Lariboisière, Madame Dardare, responsable de la structure "Arc en Ciel" s'en va. Elle est remplacée par Madame Burlet.
- A la Préfecture, Madame Kompany, chargée de mission Politique de la ville s'en va. C'est également le cas de Monsieur Véron, chargé de mission RMI. Grand merci à eux deux pour leur appui aux actions de la SSB.
- Au SSAE, deux assistants de service sociaux arrivent : il s'agit de Madame Daigney et de Monsieur Amourda.

■ Les échos

- Les Enfants de la Goutte d'Or lancent une souscription sous la forme de bons de soutien. Cet appel à contribution doit servir à la fois pour les activités sportives et culturelles. Contact : 25, rue de Chartres - 01 42 52 69 48
- A l'occasion du 1er décembre, journée mondiale contre le SIDA, Espoir Goutte d'Or et URACA organisent ensemble plusieurs rencontres entre le 23 octobre et le 11 décembre. Le programme complet est disponible dans les deux associations et à la Salle Saint-Bruno.